



« Aides alimentaires : petit sparadrap sur jambe de bois »

Par [Geraldina Colotti](#)

Mondialisation.ca, 04 juin 2008

[Il manifesto](#) 4 juin 2008

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Économie](#)

Solidarité, partage, multidisciplinarité. Ce sont les concepts auxquels fait le plus souvent référence **Orlando Regueiye Gual**, vice-ministre cubain pour la coopération, l'investissement étranger et la coopération économique internationale ; il est à Rome pour le sommet de la Fao, en tant que responsable des organismes économiques internationaux, dans la délégation cubaine.



Forces du marché dans le Tiers-Monde.

Vous représentez Cuba dans les relations avec les organismes économiques internationaux comme la Fao, le Fond monétaire international pour le développement agricole et le Pma, le Programme mondial pour l'alimentation. Quelle efficence ces instances ont-elles dans la crise de la nourriture ?

Il y a des pays comme Haïti où beaucoup de gens qui n'ont même pas un repas assuré chaque jour sont obligés de manger de la terre pour se procurer les sels minéraux qu'elle contient. La faillite mondiale des politiques néo-libérales a produit une déformation structurelle de l'économie qui exige des réformes radicales, fondées sur le développement durable. Envoyer de la nourriture équivaut à poser des sparadraps sur une blessure infectée qui a besoin d'une solution chirurgicale radicale. Le Pma, le Programme mondial alimentaire, est au contraire devenu l'ambulance du système des Nations Unies. Un tremblement de terre, un cataclysme, une famine surviennent ? Le Pma arrive, et les

caméras zooment sur les gens qui se battent pour s'emparer des sacs de riz. Et demain ? Et hier, qu'a-t-on fait pour prévenir ça ? Les catastrophes naturelles ne sont pas la faute exclusive de la nature. J'entends dire depuis des années que les nations développées doivent consacrer à celles sous-développées 0,7 % de leur Pib. Mais cette aide, quand elle existe, concerne un fond d'aide au développement lié à la dette extérieure et aux conditions d'achat imposées aux gouvernements locaux ; et c'est souvent un moyen indirect pour faire revenir les gains au pays donateur : on envoie une cohorte d'experts qui doit être assurée par des compagnies qui chapeautent la mère patrie, protégés par des armées privées de la même provenance, et ainsi de suite. Quand j'entends un pays européen dire qu'il programme 15 millions d'euros au développement, je réponds en lui demandant de calculer, s'il veut, le coût de 50.000 cubains qui travaillent gratuitement à l'étranger dans 70 pays, ou bien celui des 30.000 étudiants, provenant de 121 pays, qui étudient à Cuba aux frais de l'Etat. Nous pensons que c'est l'être humain qui est fondamental, c'est cela notre aide. Je ne fais pas partie, cependant, de ceux qui considèrent que les rencontres comme celle-ci (Fao) sont dépourvues d'intérêt. Elles servent, si ce n'est à prendre des décisions (combien de pays importants ont-ils envoyé des représentants de poids ?), du moins à faire connaître le problème.

Dans la réunion récente de Caracas, les pays de l'Amérique latine sont-ils arrivés à une position commune ?

Il y a eu plusieurs rencontres pour discuter de la crise alimentaire : d'abord la conférence de Brasilia, puis l'initiative d'un groupe de pays qui ont convoqué une réunion à Managua, sous l'impulsion du président nicaraguayen Daniel Ortega, un sommet des pays de l'**Alba**, Alternative bolivarienne des Amériques, et puis la **Cumbre de Caracas**, du système économique latino-américain., le 30. Indépendamment des occasions spécifiques, il existe de toutes façons une reconnaissance de l'urgence commune. A la réunion de Managua, seuls certains pays, comme le Salvador, ou le Costa Rica, ont présenté des réserves à certains paragraphes d'un texte commun qui mettaient en évidence le lien entre les politiques néo-libérales et la nature de la crise alimentaire.

Une des questions en jeu concerne l'utilisation des agro combustibles et des OGM. Quelle est la position de Cuba ?

Il y a deux versants au problème : l'un est celui des aliments, comme le maïs, utilisés pour remplir les réservoirs d'essence et pas le ventre des gens. Comme au Mexique, où il faut importer du blé en excédent des Etats-Unis parce que ce qu'on produit sert aux agro-combustibles. Et puis il y a le biocombustible qu'on tire de la canne à sucre, où on a dans le processus de production de nombreux dérivés comme les alcools qui peuvent servir pour le rhum ou pour un usage médical, ou bien pour les carburants. Aujourd'hui, le prix du sucre, à la différence des autres aliments, est resté le même, donc on court le risque que de grandes quantités de terres soient utilisées à la production de canne à sucre, pas tellement pour le sucre mais pour l'éthanol, et que ces utilisations endommagent des terres auparavant consacrées à la production d'autres types d'aliments. Il faut au contraire avoir une politique rationnelle, sans inutiles guerres de religion.

Que se passe-t-il par contre aujourd'hui dans l'industrie des agro-combustibles ? On développe aussi des technologies nouvelles pour produire des biocarburants à partir de déchets végétaux de cellulose de nombreuses plantes. Il faut faire attention, parce que ceux qui travaillent sur ce sujet sont les grandes multinationales qui peuvent payer beaucoup d'argent pour la recherche et en avoir ensuite l'exclusivité sur le marché. Et de cette façon,

après avoir détruit la production de maïs, ils produiront de la cellulose avec leurs technologies à usage exclusif. C'est pour cela qu'il faut imposer un droit au partage des brevets et des licences, chercher une solution intégrale.

Les OGM, le transgénique, c'est un autre sujet. Cuba n'a pas adopté les OGM, mais nous sommes en train de faire notre propre recherche à ce sujet.

Edition de mardi 3 juin 2008 de **il manifesto**

<http://www.ilmanifesto.it/Quotidiano-archivio/03-Giugno-2008/art16.html>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

La source originale de cet article est [Il manifesto](#)

Copyright © [Geraldina Colotti](#), [Il manifesto](#), 2008

Articles Par : [Geraldina Colotti](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca